

INTRODUCTION

La situation sécuritaire dans la région de Tillabéri demeure instable, les 13 départements qui comptent la région sont déclarés toujours en état d'urgence. Depuis le début de l'année 2021, une recrudescence des violences / attaques de grande ampleur contre les populations civiles a été enregistrée, souvent accompagnées par les vols / pillages des ressources et des bétails à grande échelle; l'incendie de maisons et de greniers; les attaques contre les écoles et les centres de santé. Les populations civiles sont de plus en plus exposées à des nouvelles stratégies adoptées par les groupes armés non étatiques (GANE), telles que l'envoi d'« ultimatum » ou l'utilisation d'engins explosifs improvisés (EEI) sur les axes routiers. La formation au niveau communautaire de groupes armés d'autodéfense et le risque d'une dérive intercommunautaire du conflit dans la région représentent également des menaces pour la protection des populations civiles.¹

Cette dégradation du contexte sécuritaire entraîne d'importants mouvements de populations. Au 31 décembre 2020, plus de 120 000 personnes déplacées internes (PDI) et réfugiées se trouvaient dans la région de Tillabéri : le nombre de PDI s'élevait à plus de 82 000, contre 57 000 en fin décembre 2019². En mars 2021, il a été rapporté que le nombre de personnes déplacées (PDI et réfugiées) dans les régions de Tillabéri et Tahoua avait augmenté de 47% au cours des 12 derniers mois³.

En coordination avec le Cluster Protection, entre le 30 mars et le 16 avril 2021 REACH a conduit une évaluation en protection dans la région de Tillabéri, pour compléter les mécanismes d'évaluation et de suivi existants (*Protection Monitoring*, RRM⁴ etc.), et pour fournir une vue d'ensemble sur les risques de protection des populations déplacées, y compris sur des thématiques telles que les violences basées sur le genre (VBG) et les mécanismes de référencement existants.

Cette évaluation a été financée par le *Bureau of Population, Refugees, and Migration* (BPRM). Les termes de référence de l'évaluation sont disponibles en [ligne](#).

MÉTHODOLOGIE

L'évaluation a couvert 56 sites⁵ dans les 10 départements de la région de Tillabéri où la présence de personnes déplacées (PDI et réfugiées) a été signalée⁶ : Abala, Ayerou, Baileyara, Banibangou, Bankilaré, Gotheye, Ouallam, Téra, Tillabéri et Torodi.

Une méthodologie mixte a été adoptée incluant un volet quantitatif et un volet qualitatif. Des entretiens en face à face ont été effectués par les équipes REACH auprès de 277 informateurs clés (IC) dans 56 sites, sur la base de trois questionnaires distincts⁷ :

1. Un questionnaire sur la **situation générale en termes de protection**⁸ ;
2. Un questionnaire sur les **VBG et la protection de l'enfance (PE)**⁹ ;
3. Un questionnaire portant sur les **mécanismes de référencement** existants¹⁰.

	Protection générale	VBG - PE	Référencement
# d'IC interrogés	135	74	68
# de sites évalués	55	53	53

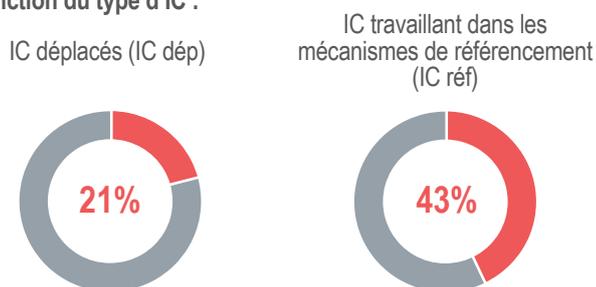
Pour le volet qualitatif, un total de 54 groupes de discussion (GD) ont été réalisés dans 10 sites pré-identifiés, auprès de participants répartis par groupe d'âge, de genre et de statut : filles déplacées (15-17 ans), garçons déplacés (15-17 ans), femmes déplacées (18+), hommes déplacés (18+), femmes hôtes (18+), hommes hôtes (18+).¹¹

Des fiches d'informations (4) ont été réalisées afin de présenter les résultats quantitatifs principaux de cette évaluation. Cette fiche présente l'analyse des résultats principaux en matière de situation sécuritaire, atteintes à l'intégrité et déplacements¹².

L'unité d'analyse dans tout le document est la proportion de sites et / ou d'IC. Les résultats¹³ doivent être considérés comme indicatifs et non représentatifs de la situation dans les sites évalués.

INCIDENTS SÉCURITAIRES ET PERCEPTION DE L'INSÉCURITÉ

Proportion d'IC rapportant que des incidents sécuritaires ont eu lieu dans leur site au cours des 6 mois précédant la collecte de données, en fonction du type d'IC :



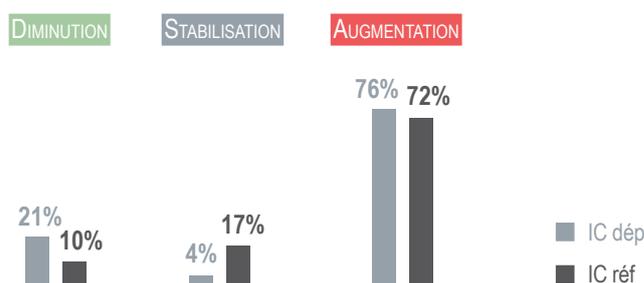
4 principaux groupes les plus affectés par les incidents sécuritaires, en fonction du type d'IC :^{14 15}

	IC dép	IC réf
① Filles (11 à 17 ans)	55%	① Femmes (18 à 49 ans) 59%
② Enfants (5 à 10 ans)	41%	② Filles (11 à 17 ans) 52%
③ Garçons (11 à 17 ans)	41%	③ Hommes (18 à 49 ans) 38%
④ Femmes et hommes (plus de 50 ans)	41%	④ Enfants (moins de 10 ans) et garçons (11 à 17 ans) 34%

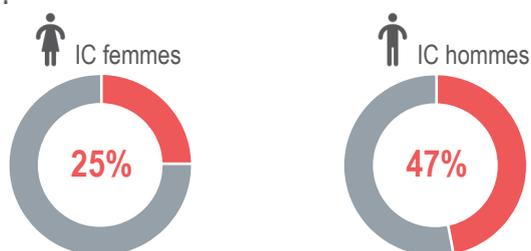
4 principaux types d'incidents sécuritaires rapportés, en fonction du type d'IC :^{14 15}

	IC dép	IC réf
① Violences physique contre les civils (attaques, meurtres)	62%	72%
② Vols / braquages	48%	62%
③ Extorsions de biens ou d'argent de la part de groupes armés ou bandes criminelles	41%	59%
④ Attaques contre les écoles et / ou les centres de santé	38%	38%

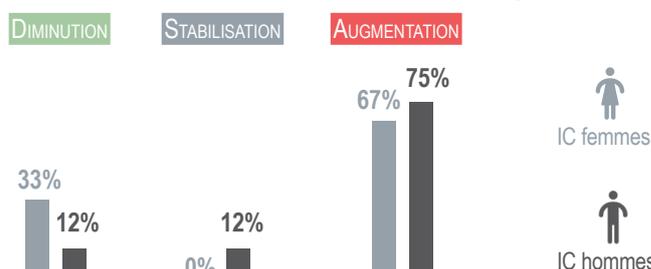
Evolution des occurrences d'incidents sécuritaires au cours des 6 mois précédant la collecte de données, en fonction du type d'IC :¹⁵



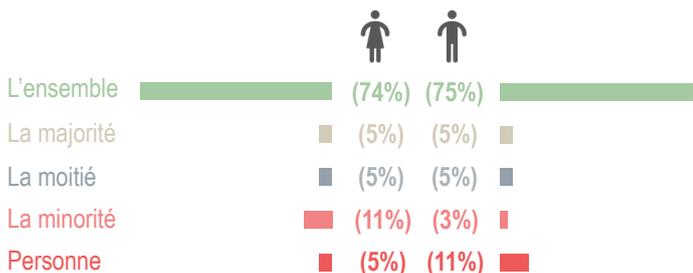
Proportion d'IC rapportant que des enlèvements ont eu lieu au cours des 6 mois précédant la collecte de données, en fonction du genre de l'IC :¹⁵



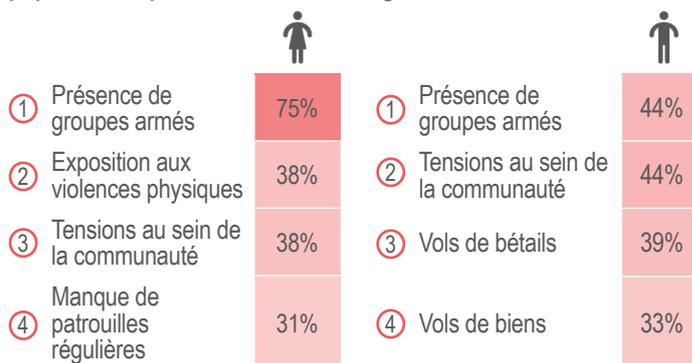
Evolution des occurrences d'enlèvements au cours des 6 mois précédant la collecte de données, en fonction du genre de l'IC :¹⁶



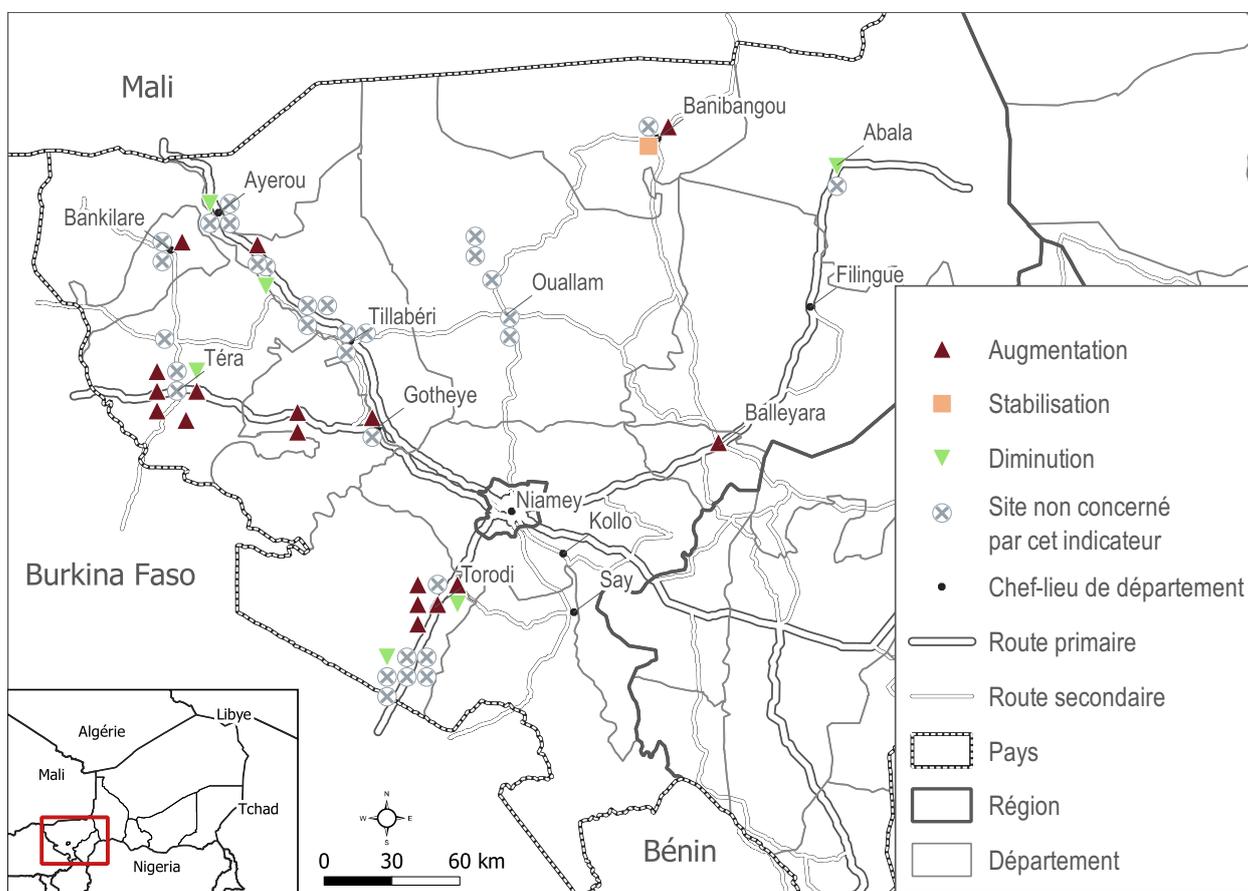
Partie estimée de la population qui se sent actuellement en sécurité au sein du site, en fonction du genre de l'IC :



4 principales raisons du sentiment d'insécurité au sein de la population déplacée, en fonction du genre de l'IC :^{14 17}



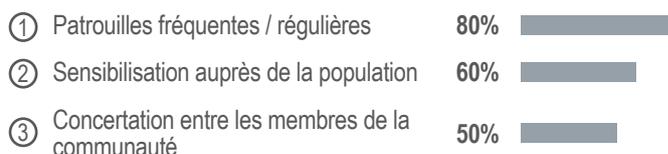
Carte 1. Evolution des occurrences d'incidents sécuritaires au cours des 6 mois précédant la collecte de données, par site et selon les IC



Proportion d'IC rapportant qu'aucune action a été prise au cours des 6 mois précédant la collecte de données pour prévenir et / ou réduire les occurrences d'incidents sécuritaires, en fonction du genre de l'IC :¹⁵



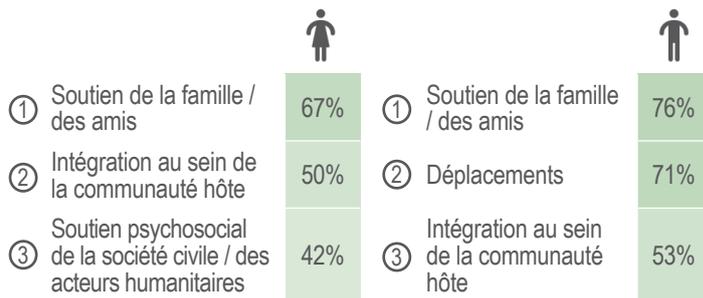
3 principales actions entreprises pour prévenir et / ou réduire les occurrences d'incidents sécuritaires, selon les IC :^{14 18}



Proportion d'IC rapportant que les actions entreprises pour prévenir et / ou réduire la survenance d'incidents sécuritaires sont inefficaces, en fonction du genre de l'IC :¹⁸

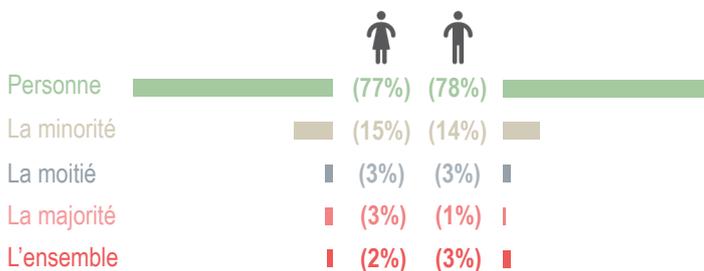


3 principaux mécanismes ("capacités") grâce auxquels les personnes ont pu faire face aux incidents sécuritaires, en fonction du genre de l'IC :^{14 15}

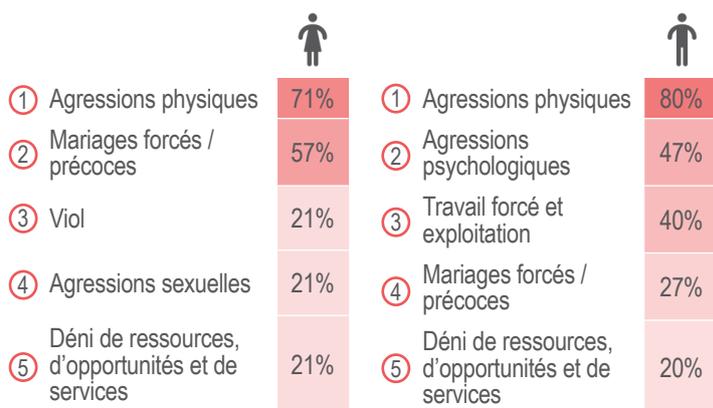


ATTEINTES À L'INTÉGRITÉ DE LA PERSONNE¹⁹

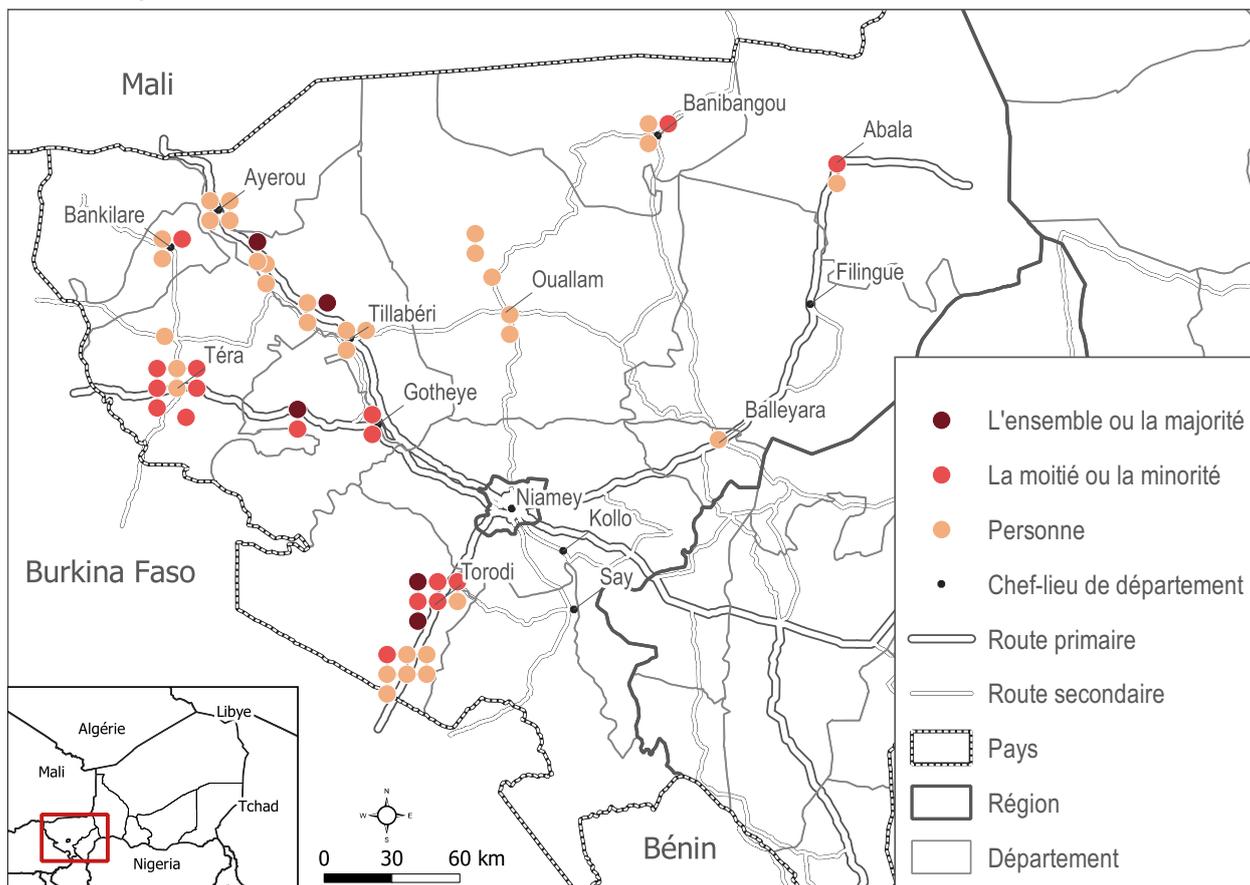
Partie estimée de la population ayant été confrontée à des atteintes à l'intégrité de la personne dans le site, au cours des 6 mois précédant la collecte de données, en fonction du genre de l'IC :



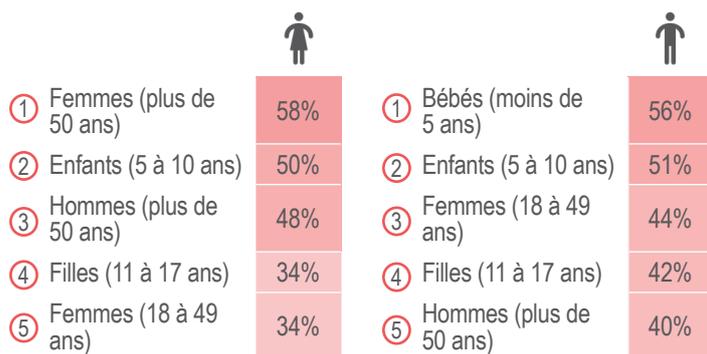
5 principales atteintes à l'intégrité, en fonction du genre de l'IC :^{14 20}



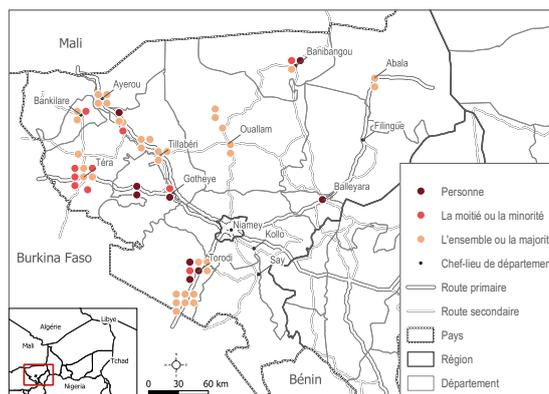
Carte 2. Partie estimée de la population ayant été confrontée à des atteintes à l'intégrité de la personne au cours des 6 mois précédant la collecte de données, par site et selon les IC



5 principaux groupes estimés comme étant les plus vulnérables au sein de la population déplacée, en fonction du genre de l'IC :¹⁴

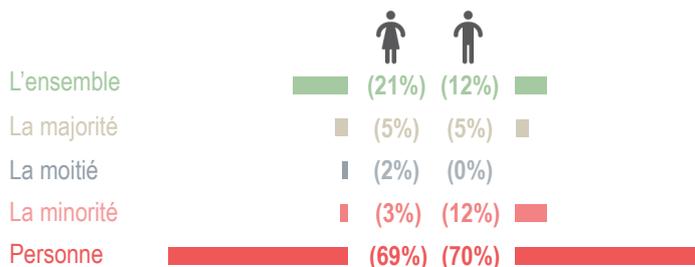


Carte 3. Partie estimée de la population qui se sent actuellement en sécurité, par site et selon les IC



SENSIBILISATION AUX RISQUES LIÉS AUX ENGINES EXPLOSIFS IMPROVISÉS (EEI)

Partie estimée de la population déplacée ayant bénéficié d'une séance de sensibilisation sur comment reconnaître le danger et réagir face aux EEI, en fonction du genre de l'IC :

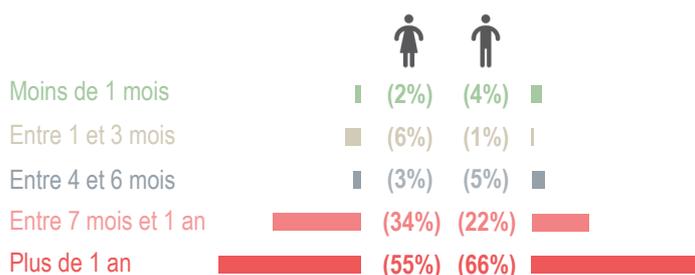


Proportion d'IC rapportant que les populations déplacées ressentent le besoin de recevoir des sensibilisations sur les risques des EEI, en fonction du genre de l'IC :²¹

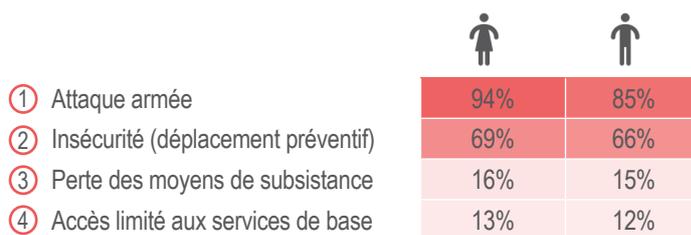


DÉPLACEMENTS

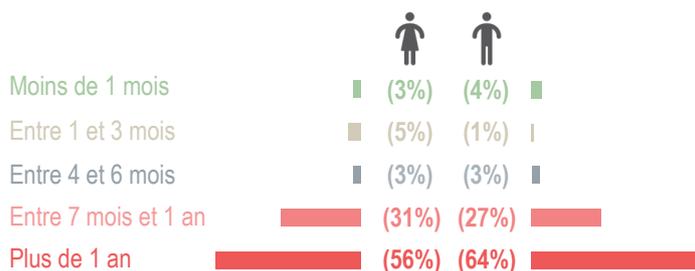
Temps depuis lequel la majorité de la population déplacée a quitté les villages d'origine, en fonction du genre de l'IC :



4 principaux facteurs de départ des populations de leur village d'origine, en fonction du genre de l'IC :¹⁴



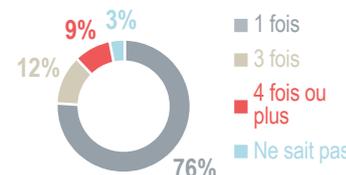
Temps depuis lequel la majorité de la population déplacée est installée dans le site actuel, en fonction du genre de l'IC :



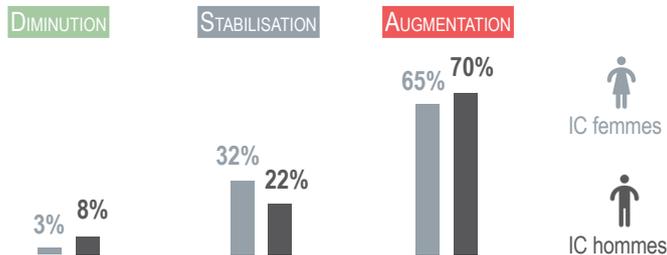
Durée moyenne de déplacement des populations ayant quitté le lieu d'origine depuis plus d'un an, selon les IC :



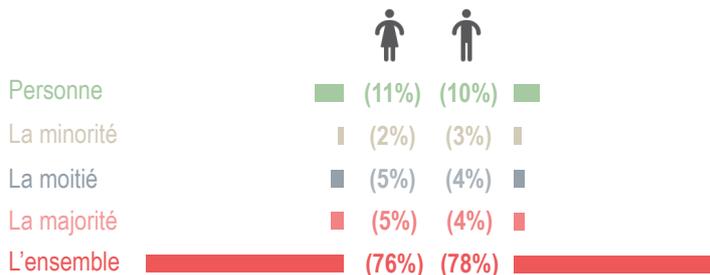
Nombre de déplacements des populations avant leur arrivée sur le site actuel, selon les IC :



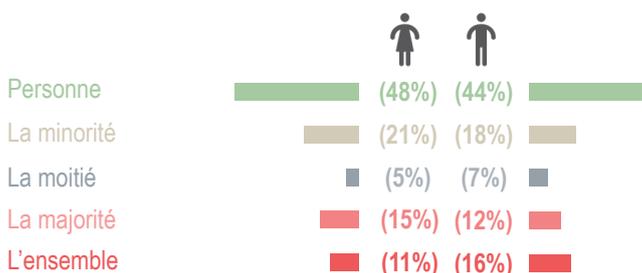
Evolution du nombre de personnes déplacées installées sur le site actuel au cours des 6 mois précédant la collecte de données, en fonction du genre de l'IC :



Partie estimée de la population déplacée ayant l'intention de rester sur le site actuel dans les 3 mois suivant la collecte de données, en fonction du genre de l'IC :



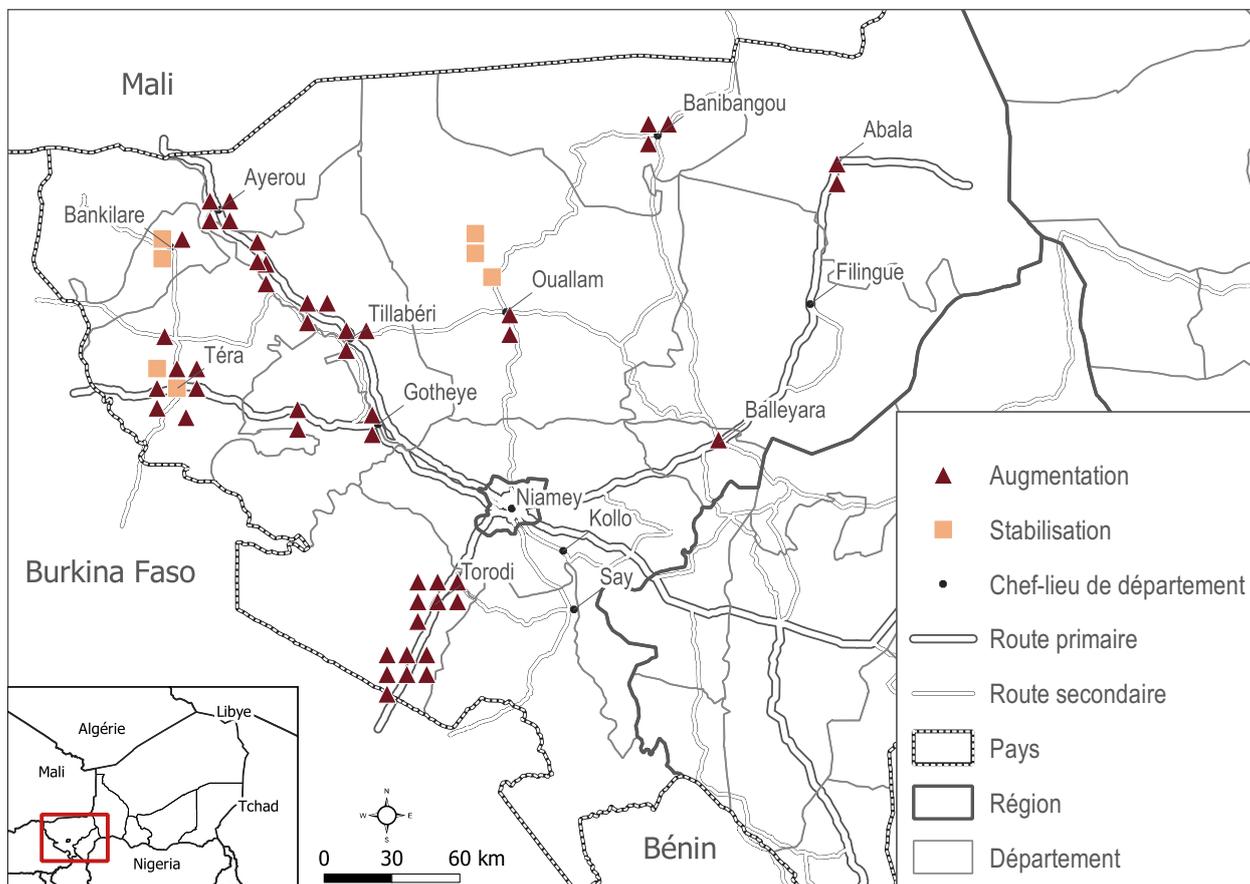
Partie estimée de la population déplacée ayant laissé une partie de leur famille dans la localité d'origine, en fonction du genre de l'IC :



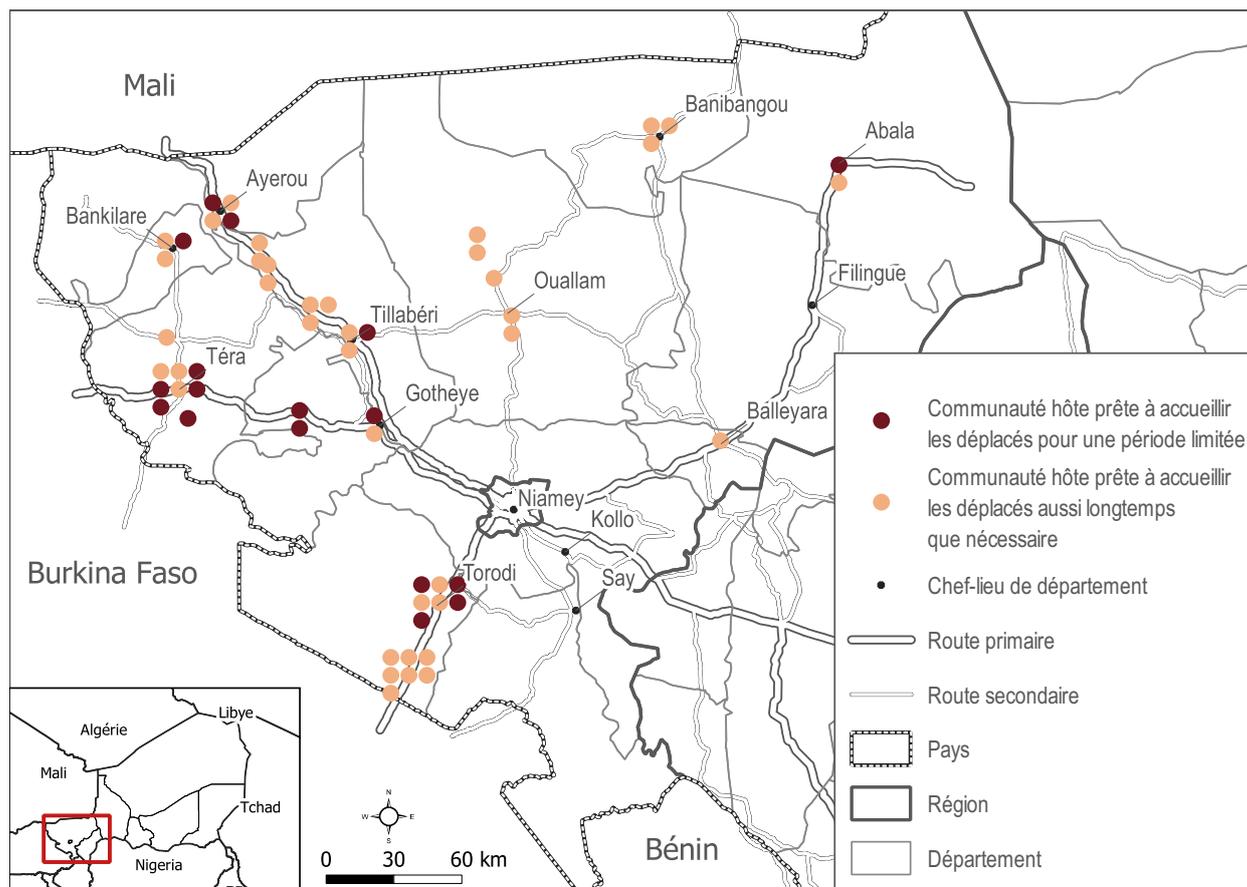
Etat ressenti des relations actuelles entre la population déplacée et la communauté hôte, selon les IC :



Carte 4. Evolution du nombre de personnes déplacées installées sur le site actuel au cours des 6 mois précédant la collecte de données, par site et selon les IC



Carte 5. Etat ressenti des relations actuelles entre la population déplacée et la communauté hôte, par site et selon les IC



Notes

- Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), Rapport mensuel d'analyse des données de monitoring de protection, Régions de Tillabéri et Tahoua (Niger), février 2021.
- Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), Niger - Situation des mouvements de populations Diffa, Tillabéri, Tahoua et Maradi, au 31 décembre 2020.
- UNHCR, Niger - Operational Update, March 2021.
- Mécanisme de Réponse Rapide (RRM).
- Les typologies de sites pris en compte par cette évaluation sont les camps / sites de réfugiés ; les sites de personnes déplacées internes (formels) ; les sites de personnes déplacées internes (informels / spontanés) ; les localités avec personnes déplacées en famille d'accueil.
- Les sites à évaluer dans l'ensemble de la région de Tillabéri ont été pré-identifiés à l'aide de plusieurs sources d'information, telles que OCHA, le Ministère de l'Action Humanitaire et de la Gestion des Catastrophes, le Cluster Protection, le RRM, ainsi que le profilage des sites de déplacés réalisés par REACH dans la région de Tillabéri les mois de septembre et octobre 2020.
- Les trois questionnaires sont disponibles en ligne.
- Les IC ont été identifiés parmi les personnes déplacées (PDI ou réfugiés) ayant des connaissances sur le groupe de population auquel ils appartiennent, vivant dans les sites évalués, en matière de protection générale : deux IC (un par genre) dans chaque site au minimum ont été interrogés, sur la base d'un questionnaire structuré.
- Les IC ont été identifiés parmi les personnes déplacées (PDI ou réfugiés), de préférence de genre féminin, ayant des connaissances spécifiques sur la protection de l'enfance et les VBG, vivant dans les sites évalués : un IC dans chaque site au minimum a été interrogé, sur la base d'un questionnaire structuré.
- Les IC ont été identifiés parmi les personnes travaillant dans les mécanismes de référencement et suivi de la protection dans les sites / zones évalués : 10 IC par département au maximum ont été interrogés, sur la base d'un questionnaire structuré.
- Les sites évalués (10 au total, 1 dans chaque département) ont été identifiés à l'aide du Cluster Protection, en raison des tendances récemment notées de déplacement des personnes déplacées vers les sites les plus sécurisés, se trouvant souvent dans les chefs-lieux communaux et / ou départementaux : Bankilare, Ayerou (site de réfugiés), Zongo (Téra), Tadress (Tillabéri), Gotheye, Torodi, Ouallam (site de PDI), Banibangou, Abala (site de réfugiés) et Zongo (Baïleyara). Jusqu'à 6 GD ont été réalisés dans chaque site évalué, sur la base de questionnaires semi-structurés (disponibles en ligne). Chaque groupe de discussion était composé de 6 à 14 personnes, sélectionnées en consultation avec le chef de la communauté et / ou du site : cela a permis d'assurer une certaine représentativité de

- la population concernée au sein des GD, en sélectionnant des personnes de différentes tranches d'âge, de milieux sociaux-culturels variés et exerçant des activités différentes.
- Afin d'avoir des résultats à l'échelle des sites, lors de l'analyse REACH a procédé à l'agrégation des différentes données par site, selon des critères de pondération préétablis.
- Il faut noter que les pourcentages ont été arrondis au nombre entier, ce qui explique que pour certains indicateurs le total ne soit pas toujours exactement égal à 100, à 1% ou 2% près.
- Les IC pouvaient choisir plusieurs options de réponses (question à choix multiples).
- Pourcentages calculés sur le total d'IC ayant rapporté que des incidents ont eu lieu dans le site au cours des six mois précédant la collecte de données.
- Pourcentages calculés sur le total d'IC ayant rapporté que des enlèvements ont eu lieu dans le site au cours des six mois précédant la collecte de données.
- Pourcentages calculés sur le total d'IC ayant rapporté qu'au moins une partie de la population ne se sent pas actuellement en sécurité au sein du site.
- Pourcentages calculés sur le total d'IC ayant rapporté qu'une action a été prise au cours des six mois précédant la collecte de données pour prévenir et / ou réduire les occurrences d'incidents sécuritaires.
- Domages volontaires ou non à l'intégrité physique (droit à la vie et droit au respect du corps) ou psychique (droit à la dignité et au respect de la santé mentale) de la personne.
- Pourcentages calculés sur le total d'IC ayant rapporté qu'au moins une partie de la population a été confrontée à des atteintes à l'intégrité de la personne dans le site, au cours des six mois précédant la collecte de données.
- Pourcentages calculés sur le total d'IC ayant rapporté qu'au moins une partie de la population n'a pas bénéficié d'une séance de sensibilisation sur comment reconnaître le danger et réagir face aux EEI.

A propos de REACH :

REACH Initiative facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAT).

